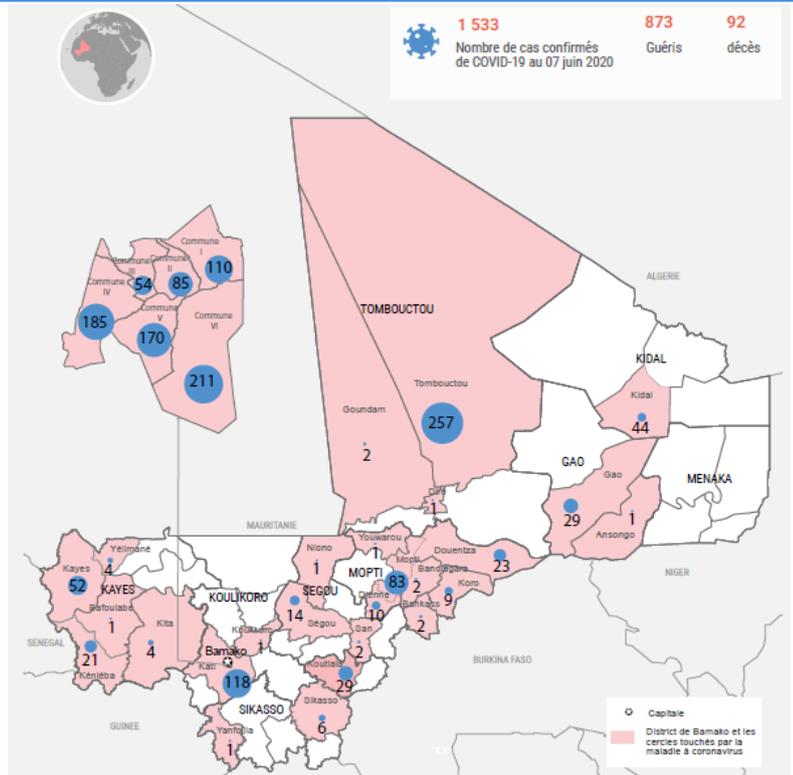


Points SAILLANTS

- Au 7 juin, le Mali comptait 1 533 cas de COVID-19 dont 92 décès
- Grâce aux efforts des autorités sanitaires et de leurs partenaires, 873 personnes ont été déclarées guéries

Au total, 560 cas confirmés sont en cours de traitement dans les différents centres de prise en charge

- La distribution des masques du programme présidentiel « Un Malien, un masque » se poursuit à Bamako et à l'intérieur du pays
- La reprise des cours des élèves en classes d'examen du fondamental et du secondaire, de l'enseignement technique et professionnel ainsi que des instituts de formation des maîtres a eu lieu le 2 juin



1 533 Cas confirmés	873 Personnes guéries	8 Personnes évacuées hors du pays	92 Décès	33 Districts sanitaires touchés	36061 Numéro vert gratuit pour informer et orienter les populations
-------------------------------	---------------------------------	---	--------------------	---	---

Chiffres clés (Source des chiffres : rapport de situation COVID-19 du 7 juin du gouvernement)

Information contextuelle

- Le premier cas de COVID-19 a été déclaré au Mali le 24 mars 2020. A la date du 7 juin, le pays comptait selon les chiffres officiels, 1 533 personnes contaminées et 92 décès. Les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Kidal, Tombouctou et le district de Bamako sont touchés.
- Le 4 juin, le Premier Ministre a présidé une cérémonie de remise de masques aux maires des six communes de la capitale, aux usagers de la route (conducteurs de véhicules de transports et de motocycles) ainsi qu'un important lot de kits de lavage des mains aux collectivités territoriales.
- Le Ministre de la santé et des affaires sociales a lancé, le 3 juin, une caravane qui sillonnera les six communes de Bamako durant un mois. Cette campagne de proximité menée par des volontaires a pour objectif de sensibiliser les populations sur les gestes barrières, la distanciation physique et le port du masque.
- Les autorités multiplient la distribution des masques lavables en coton fabriqués localement. Quelque 42 000 unités ont été acheminées à Tombouctou, la deuxième localité la plus touchée par la COVID-19 après Bamako.
- Les rencontres entre les partenaires publics et privés avec les responsables religieux et la société civile se sont multipliées afin d'obtenir l'adhésion de tous dans la riposte.

Réponse humanitaire



Santé

Besoins *(il n'y a pas eu de mise à jour sur cette période)*

- Les besoins les plus urgents dans le secteur de la santé restent inchangés. Il s'agit de la mise à l'échelle des tests dans les régions, le renforcement de la sensibilisation de la population suite à la levée du couvre-feu, la formation dans la prise en charge psychosociale du personnel soignant, la disponibilité de matériels et d'équipements de protection et du matériel de protection individuelle pour le personnel soignant.

Réponse

- L'OMS intensifie les messages de sensibilisation contre la COVID-19 dans les médias afin de minimiser la propagation de la maladie.
- Le 22 mai, le centre médical du Système des Nations Unies spécialisé dans la prise en charge des malades a été inauguré. Le centre peut accueillir 65 patients y compris des cas dits « suspects ».
- L'hôpital régional de Tombouctou a été doté d'un laboratoire mobile d'une capacité de 160 tests par jour pour accélérer l'obtention des résultats et interrompre rapidement la chaîne de contamination.



Nutrition

Besoins

- La proportion d'enfants malnutris sévères (MAS) est en augmentation constante depuis la première semaine d'avril et est passée de 44 à 54 pour cent des admissions totales sur la période. Le taux de MAS avec complication est aussi en légère augmentation. Cette situation pourrait s'expliquer par un recours tardif aux structures de santé lié à la crainte de la COVID-19 et à la diffusion de fausses rumeurs ou de messages mal perçus.
- Un renforcement de la communication vers les communautés est nécessaire pour s'assurer que la prévention, y compris les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la prise en charge le plus tôt possible continuent.
- La prise en charge au niveau communautaire par les agents de santé communautaire (ASC) lorsqu'elle est possible, doit être renforcée pour pallier le faible recours aux centres de santé.

Réponse

- Le PAM et l'UNICEF travaillent au couplage des aspects de dépistage et de communication sur les bonnes pratiques d'alimentation lors des campagnes de supplémentation nutritionnelle prévues à partir de fin juin, tout en mettant en œuvre les mesures barrières.
- La prise en charge de la MAS et de la malnutrition aiguë modérée (MAM) continue dans le pays avec l'appui des partenaires du cluster. Pour les semaines épidémiologiques 21 (18 au 24 mai) et 22 (25 au 31 mai), 4 332 et 4 167 cas de malnutrition aiguë ont été respectivement admis, ce qui est moins élevé qu'en 2019 à la même période.
- Une réflexion sur le suivi de la situation nutritionnelle dans le contexte de COVID-19 a été initiée en partenariat avec la sécurité alimentaire dans le cadre du groupe de travail sécurité alimentaire, nutrition et protection sociale. Elle permettra dans les prochaines semaines de proposer des orientations concrètes sur le maintien ou non des enquêtes nutritionnelles et de sécurité alimentaire, les adaptations nécessaires si elles sont maintenues et sur les stratégies alternatives.



Sécurité alimentaire

Besoins *(il n'y a pas eu de mise à jour sur cette période)*

- Dans le contexte actuel, une stratégie de réponse et d'identification des cibles sur la base des activités critiques est nécessaire pour le cluster et ses membres afin de coordonner la réponse, d'orienter sur la méthodologie à adopter et d'optimiser les ressources.
- Une assistance alimentaire en accompagnement à la réponse sanitaire du Gouvernement ainsi que des secteurs de la santé et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) est prévue.
- Pour optimiser la réponse à apporter aux zones de confinement et de mise en quarantaine, il est nécessaire de mener des actions en synergie avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'EHA et de la nutrition.
- Il est important pour le cluster de connaître l'impact socio-économique de la COVID-19 sur les moyens d'existence des ménages vulnérables.
- La restriction des mouvements pourrait avoir un impact sur les prix des denrées. Un suivi régulier des marchés est obligatoire afin de suivre l'évolution des prix.
- La période de soudure agricole intervient dans un contexte déjà difficile. Une planification rigoureuse et une bonne coordination des activités sont essentielles.

Réponses

- Sous la direction du Système d'alerte précoce (SAP) avec les contributions du cluster, du PAM, de la FAO, de FEWSNET et de l'Observatoire du marché agricole (OMA), le premier bulletin du suivi de la vulnérabilité des ménages, le suivi du fonctionnement des marchés et de l'évolution des prix à travers un dispositif d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile (mVAM) a été publié. Les analyses sont en cours pour l'élaboration du deuxième numéro dudit bulletin.
- Les distributions alimentaires générales (DAG) du Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) ont démarré dans les communes de Bamako et ses environs dans le cadre de la réponse du Gouvernement.
- Le cluster travaille avec les clusters nutrition et protection sur l'élaboration d'une note de plaidoyer qui est au stade de validation.

Education

La reprise des cours des classes d'examen du fondamental et du secondaire (général et technique), de l'enseignement technique et professionnel ainsi que des instituts de formation des maîtres a eu lieu le 2 juin. Cependant, seule une partie des élèves a pu reprendre le chemin des écoles dans lesquelles les mesures de protection sont en train d'être mises en place.

Besoins

- Un des défis du secteur réside dans le retour de tous les enfants à l'école tout en respectant les mesures barrières, la mise en place de la distanciation physique et la dotation des écoles en kits EHA.

Réponses

- Le cluster poursuit son appui au Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour la continuité pédagogique à travers notamment l'éducation à distance. Il œuvre dans le sens de la coordination entre les partenaires pour assurer la complémentarité des ressources disponibles.
- Les deux principales ressources (éducation par la radio) ont été validées pour permettre de couvrir les six classes de l'enseignement primaire et le premier niveau du secondaire. Il s'agit des ressources d'éducation par la radio qui ont été inventoriées et validées et devraient donc être diffusées dans un premier temps. Les capsules scolaires pour les premières et troisièmes années sont déjà en cours de diffusion sur l'Office de radiodiffusion télévision du Mali (ORTM) et le réseau du Studio Tamani.
- La seconde activité importante est l'appui au Ministère pour la reprise des cours des élèves en classes d'examen avec la diffusion du protocole COVID-19, la diffusion des affiches et la fourniture de kits EHA. Le cluster éducation a travaillé avec le cluster EHA pour contextualiser le kit minimum EHA pour les écoles.

- L'UNICEF a activement contribué à toutes ces activités notamment en faisant un plaidoyer auprès du Ministère pour l'utilisation des ressources existantes et validées et pour poursuivre les échanges avec les radios. L'UNICEF a également participé à l'élaboration du protocole COVID-19 et du kit EHA dans les écoles. Enfin, l'UNICEF a fourni des affiches de prévention COVID-19 au Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour diffusion dans les écoles.
- L'UNICEF a appuyé la reprise des cours pour les élèves en classes d'examen (2 juin) avec notamment la dotation de certaines écoles à Gao et à Kidal de dispositifs de lavage de mains, d'affiches de sensibilisation et de masques.
- Le PAM prépare les repas à emporter pour 100 000 enfants en âge scolaire dans certaines zones (Mopti, Gao, Ménaka, Kidal, et Tombouctou) et ce, pour les mois de mai et juin.
- Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) a signé une convention de partenariat avec Studio Tamani pour la diffusion des capsules scolaires produites pour les classes de première et de deuxième années de l'enseignement fondamental. Ces capsules contiennent des messages sur la COVID-19.
- La diffusion de ces capsules a démarré le 1^{er} juin sur le réseau de Studio Tamani et ses radios partenaires.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins

- Le cluster estime la population à risque de COVID-19 d'ici la fin de l'année à 1,4 million de personnes. La réévaluation des besoins humanitaires du Plan de réponse humanitaire (PRH) intégrant ces projections est en cours.
- De nouveaux projets seront intégrés dans le PRH afin de mieux suivre et traquer les interventions et financements spécifiques à la COVID-19 au Mali.
- Les projets existants du PRH devront prendre en compte des mesures de prévention pour la continuité des interventions en EHA sur le terrain afin de mitiger les risques de contamination.

Réponse

Pour ce rapport, les partenaires suivants ont rapporté des réalisations dans le secteur de la EHA : Help - Hilfe zur Selbsthilfe, Enabel, Join For Water, ACTED, IRC, Terre des Hommes Lausanne, World Vision, DEDI, Groupement des Artisans Ruraux d'Intadéyné, Solidarités International, IMADEL/AEN, Oxfam, Union pour un Avenir Ecologique et Solidaire (UAVES), Mercy Corps et UNICEF.

- Plus de 328 000 personnes ont reçu des kits d'hygiène essentiels et des services EHA dans les régions de Gao, Kayes, Mopti, Ségou, Koulikoro, Ménaka et le district de Bamako.
- Les membres du cluster ont réhabilité 15 points d'eau dans les sites de PDI et les zones vulnérables dans les régions de Mopti et Koulikoro.
- Au total, 119 centres de santé, 209 lieux publics et 42 écoles ont été dotés d'installations de lavage des mains (lavage/désinfection des mains) dans les régions de Mopti, Koulikoro, Ségou et le district de Bamako.
- Quelque 619 personnes (355 femmes et 264 hommes) travaillant dans les centres de santé et des agents de santé communautaire ont été formés sur la prévention des infections dans le district de Bamako et la région de Koulikoro.
- Les membres du cluster ont contribué à deux reprises à la désinfection des centres de soins et lieux publics dans la région de Mopti et dans le district de Bamako.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Besoins

- Les missions d'observation conduites sur le terrain rapportent l'apparition de la COVID-19 chez les PDI dans le centre avec les cas déclarés à Mopti. Les mouvements des groupes vulnérables qui entrent en contact avec les

communautés vivant dans des conditions d'habitations précaires et à la recherche des moyens de subsistance pour faire face aux besoins vitaux des membres de leurs familles ne facilitent pas la prévention de la maladie. La faible capacité des structures d'accueil et le manque de locaux de détection, de suivi restent des défis.

- Les cas potentiellement suspects sont parfois des chefs de ménages qui recherchent de mécanismes d'adaptation pour subvenir aux besoins de leurs familles et qui ne disposent pas suffisamment de surfaces dans les abris et/ou sites d'établissements collectifs leur permettant d'éviter les contacts.
- La faible capacité opérationnelle chez les partenaires du cluster ayant un niveau de sous-financement préoccupant rend inadéquat le cadre de vie des personnes vulnérables affectées par les autres crises.

Réponse

- Les partenaires du cluster effectuent une mission d'évaluation chez les PDI dans les sites précaires et informels en milieu urbain notamment dans le district de Bamako (Faladié, centre Mabilé et Senou). Le but de la mission est d'évaluer le contexte EHA et les besoins prioritaires liés à la COVID-19.
- Cette mission complétera l'évaluation réalisée dans d'autres sites de PDI dans les régions de Koulikoro et de Mopti. Ces activités visent notamment à atténuer la densité humaine dans les sites.
- Les organisations ont également distribué des kits de prévention et de protection contre la COVID-19 (kits de lavage de main, gels, savons et les thermomètres) lors de leurs interventions dans le cadre de la réponse dans le secteur des abris et des biens non alimentaires (BNA) aux victimes des récentes attaques dans le village d'Assalwa (cercle de Gourma Rharous, région de Tombouctou). Ces personnes se sont déplacées sur les sites de Handaou, de Teiba et d'Aglal (cercle de Tombouctou).
- Les partenaires ont également procédé à l'identification et au ciblage des familles vulnérables pouvant bénéficier de kits BNA avec des radios solaires pour renforcer la campagne de sensibilisation pour le respect des mesures barrières à travers le canal de l'audiovisuel.

Protection

Besoins *(il n'y a pas eu de mise à jour sur cette période)*

- Dans ce contexte de pandémie, le besoin de maintenir le système de monitoring de protection, de suivi des mouvements de population et d'évaluation rapide de protection demeure.
- Le nouveau format de la matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) est conçu pour recueillir les informations de suivi liées aux activités de la COVID-19. Les partenaires sont encouragés à compléter cet outil qui permettra l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension/d'arrêt des programmes de protection ainsi que la cartographie des nouvelles activités liées à la COVID-19.

Réponse

- Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet d'urgence COVID-19, le HCR, à travers son partenaire l'Association malienne pour la survie au sahel (AMSS) a mené à Gao du 28 avril au 5 mai, des sessions de sensibilisations sur les mesures de prévention contre la COVID-19. Ces activités ont eu lieu sur les sites des PDI de Gao, à Bagoundjé, à N'Chawadji et sur le site des rapatriés de N'Tillit. Elles étaient couplées à des distributions de kits sanitaires (dispositifs de lave à mains, savons, eau de javel, gel hydro alcoolique, thermo-flash). Ces séances sur la prévention et les mesures barrières ont touché 99 hommes, 78 femmes, 30 garçons et 29 filles.
- Sous la coordination de UNFPA, le Système des Nations Unies a publié une étude sur l'impact de la pandémie sur les violences basées sur le genre au Mali. L'étude est disponible [ici](#).
- Dans le cadre du projet de protection des enfants et des adolescents vivant dans la rue et affectés par la COVID-19, l'UNICEF et le Samu Social Mali ont mené des actions dont les résultats sont les suivants :
 - 198 enfants et adolescents (107 filles et 91 garçons) ont bénéficié d'un soutien en matière de santé mentale et de soutien psychosocial,
 - 379 enfants et adolescents (186 filles et 193 garçons) dans la rue ont été sensibilisés sur les mesures de prévention et l'accès aux services,

- 437 enfants et adolescents (87 filles et 350 garçons) ont eu accès aux kits d'hygiène y compris menstruelles pour les filles,
 - 95 enfants et adolescents (7 filles et 88 garçons) sans protection parentale ou familiale ont bénéficié d'une protection/prise en charge alternative appropriée,
 - 234 enfants et adolescents (114 filles et 120 garçons) ont bénéficié de suivi épidémiologique pour la détection précoce des premiers symptômes de la COVID-19,
 - 63 filles et 57 garçons victimes de violences physique, sexuelle et émotionnelle ont été atteints par les services sociaux, les soins de santé et l'assistance judiciaire.
- L'ONG Groupe Action Recherche pour le Développement Local (GARDL) a sensibilisé 324 enfants dont 132 filles sur la COVID-19 et les gestes barrières à travers les espaces récréatifs communautaires à Ménaka et Anderamboukane.

Coordination

- Les Agences des Nations Unies (HCR, OCHA, PAM, PNUD et UNICEF) ont effectué une mission à Ségou, du 2 au 4 juin, pour réévaluer la situation humanitaire de la région dans le contexte actuel de pandémie de COVID-19, identifier les éléments clés pour renforcer la coordination humanitaire et suivre l'évolution de l'assistance humanitaire apportée aux PDI ainsi que les préparatifs pour mettre en place des solutions durables en leur faveur. Le personnel d'appui de l'OMS sur place se joindra à la mission.
- Le 28 mai, OCHA a facilité (transfert depuis Bamako et remise), la donation de matériel de sensibilisation (affiches et flyers) sur la COVID-19 de l'ONG Mali-Folkecenter Nyetaa à la Direction régionale du développement social de Gao.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Soraya Adouane, Chef de Bureau par intérim,, adouane@un.org

Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org